

**ABDELKADER BENMAÂROUF :**

# «Le rapport de la Cour des comptes doit être public»

**Le président de la Cour des comptes a dû déployer des trésors d'imagination pour tenter de répondre aux questions qui lui étaient posées sans tomber dans la divulgation de secrets. Son intervention a eu lieu hier lors d'un forum organisé par la Chaîne I, l'occasion toute donnée à Abdelkader Benmaârouf pour lancer un appel à plus de transparence en direction de l'opinion algérienne.**

C'est d'ailleurs l'un des points sur lequel l'invité de la Chaîne I est revenu à plusieurs reprises lors de son passage dans une émission consacrée au rôle de la Cour des comptes dans le contrôle de l'argent public dans notre pays.

Invité par un journaliste à s'exprimer sur le sujet, Abdelkader Benmaârouf a très vite reconnu que l'Algérie détenait malheureusement une place peu honorable dans un classement réservé à la transparence à travers le monde, et qu'il fallait nécessairement œuvrer pour une avancée en la matière. Sa proposition consiste à amener les dirigeants algériens à accepter de rendre public le rapport annuel de la Cour des comptes.

Publier ce document permettrait, selon lui, d'effectuer un pas notable, «précieux», dit-il, qui permettra «d'améliorer l'atmosphère dans le pays» du moment que ce rapport pourra être consulté par les citoyens, premiers concernés dans la comptabilité de la gestion du denier public «puisqu'ils contribuent quotidiennement à alimenter

les fonds en payant des taxes et des impôts. Le citoyen a le droit de savoir de quelle manière est utilisé cet argent».

Relancé maintes fois sur le même thème par des journalistes avides d'en savoir plus, il bifurque sur un autre sujet s'y rapportant. Cette fois, il s'agit de révéler que de grosses difficultés en matière de transparence ont été dépassées par la force du temps. Il a fallu un long travail, apprenons-nous ainsi, pour amener les dirigeants algériens, toutes échelles confondues, à s'astreindre à la «reddition de compte». En d'autres termes, accepter de remettre annuellement un rapport détaillé sur la manière dont a été géré le budget qui a été alloué durant l'année. «Les dirigeants doivent se soumettre à cette règle essentielle chaque fin d'année, contrairement aux responsables centraux qui doivent, eux, déposer leur rapport au mois de septembre. Il y a quelques années encore, seuls 15 à 25% de responsables le faisaient. Aujourd'hui, 90% se soumettent régulièrement à cette règle.»



Abdelkader Benmaârouf, président de la Cour des comptes.

Abdelkader Benmaârouf ne fait aucun commentaire sur les 10% qui échappent à cette obligation et ne fournit pas plus d'indications sur les raisons ayant amené les responsables algériens à s'astreindre aux demandes de la Cour des comptes. Les pressions exercées par l'environnement et l'évolution du monde en matière de transparence ne semblent pourtant pas y être étrangères.

On apprend ainsi que la Cour des comptes a été elle-même amenée à œuvrer sérieusement pour le réaménagement et le développement de l'organisme en mettant en place une stratégie basée sur un travail d'experts étrangers (européens surtout) chargés de

déceler les faiblesses et les lacunes existantes. Benmaârouf insiste cependant sur les bonnes relations qu'entretient la structure qu'il préside et les dirigeants. «Il y a une grande compréhension entre les dirigeants et la Cour des comptes, elle est essentielle à son bon fonctionnement, les juges et les magistrats spécialisés l'ont appris durant la formation spécialisée qu'ils ont reçue (...) Ils savent travailler dans des situations parfois difficiles.» Exemple : «Parfois, poursuit-il, il faut savoir transmettre le message et même négocier avec les dirigeants pour faire accepter certaines recommandations. Et c'est ce que nous faisons.» Invité à s'exprimer sur le problème d'évasion

fiscale, l'invité de la Chaîne I ne s'est pas adonné au jeu des chiffres auquel le pressaient les journalistes reconnaissant, toutefois, qu'il s'agissait là d'une question «très difficile, sensible car liée à des problèmes complexes dont nous sommes conscients et qui découlent des ouvertures enregistrées dans le cadre des activités économiques».

Le président de la Cour des comptes ne fait pas état de recommandations en la matière, préférant s'arrêter plus longuement sur les faiblesses budgétaires enregistrées au sein de plusieurs associations algériennes «celles qui peinaient à obtenir des subventions auxquelles elles avaient pourtant droit, mais le gouvernement s'est toujours montré sensible sur le sujet et a même pris les dispositions nécessaires pour régler le problème». «Il faut comprendre que nos recommandations ne sont pas des injonctions, leur prise en charge n'est pas obligatoire, mais nous en faisons régulièrement pour tenter d'améliorer les choses», souligne-t-il avant de donner un exemple : «Voilà de longues années que nous appelons les dirigeants à axer les revenus de l'Algérie uniquement sur la rente pétrolière. Aujourd'hui, nous entendons les politiques insister sur la nécessité de multiplier les sources de revenus.»

R. N.

## PROGRAMMES ANNUELS D'IMPORTATION DES MÉDICAMENTS

# L'Ordre national des pharmaciens remet en cause la procédure

**Est-il utile de mettre en place un système annuel d'importation pour les produits pharmaceutiques et la matière première ? L'Ordre national des pharmaciens qui s'interroge estime que cette procédure n'est utile ni pour la production locale ni pour la prise en charge des citoyens.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** Pour encourager la production locale, le ministère de la Santé a exigé, depuis 2009, un système de quota pour l'importation des médicaments.

Chaque année, les opérateurs doivent soumettre leurs programmes d'importation annuels de médicaments à l'aval de la Direction générale de la pharmacie au niveau du ministère de la Santé. C'est son directeur général qui signe et décide des quotas d'importation. Ce n'est qu'une fois que les programmes d'importation sont signés, une procédure qui se fait entre le mois d'octobre et la mi-novembre, que les opérateurs peuvent faire leurs commandes annuelles.

Le président de l'Ordre national des pharmaciens, qui intervenait hier sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 3, s'interroge sur l'utilité de cette procédure. «Il faudra avoir une réflexion réelle, est-ce que le système annuel d'importation pour les produits pharmaceutiques et pour les matières premières est utile pour la production locale et pour la prise en charge de nos concitoyens ?», se demande Lotfi Benbahmed. Selon lui, des produits vitaux

pour la santé des Algériens sont soumis au système de quotas tandis que d'autres produits comme les compléments alimentaires sont libres d'importation.

Des produits sans contrôle qui sont un réel danger de santé publique. D'autant que ce système de quota crée des tensions sur la disponibilité des médicaments. Et c'est le cas actuellement où certains produits sont sous tension. «Il y a une petite gêne actuellement sur certains produits même si nous sommes loin des phénomènes de rupture que nous avons connus dans le passé où il y avait de véritables pénuries», a indiqué l'intervenant.

La situation risque, cependant, de s'aggraver puisque les programmes annuels d'importation des médicaments pour cette année, qui devaient être signés il y a trois mois, ne le sont toujours pas. Il n'y a aucune raison qui justifie ce retard. Cependant, selon Lotfi Benbahmed, ces derniers devront être signés dans les jours à venir et cette rupture «momentanée» des produits devra être résolue.

Toutefois, avec tous les problèmes que connaît le secteur, l'Algérie produit actuellement 50% de ses besoins localement. «On ne peut pas dire la même chose des autres secteurs, malgré tout ce qu'on dit sur les dépenses pour les médicaments, avec 80 dollars par habitant et par an en médicaments, nous dépensons beaucoup moins que pour d'autres produits comme le tabac», a précisé l'intervenant qui appelle à cesser de polémiquer sur les prix des médicaments car cela a un impact négatif sur le secteur.

**Une quarantaine de pharmaciens condamnés pour vente de psychotropes**

Le président de l'Ordre national des pharmaciens a indiqué qu'une trentaine ou une quarantaine de pharmaciens ont été condamnés ces six dernières années pour vente illégale de psychotropes à des trafiquants. Ces derniers ont été «durement» condamnés, dit-il. Selon lui, un pharmacien qui se livre à une vente de complaisance de psychotropes risque entre 10 et 15 ans de prison. Lotfi Benbahmed a indiqué que son organisation travaille actuellement en collaboration avec le ministère de la Santé pour encadrer la vente de ces produits vu qu'il y a un vide juridique dans l'ancienne loi de 1985. Une circulaire, dit-il, paraîtra bientôt pour définir les conditions de délivrance de ces produits.

**«La grève des étudiants en pharmacie est un mouvement de conscience»**

L'invité de la Radio Chaîne 3 estime que la grève des étudiants en pharmacie qui revendiquent une profession de qualité est un mouvement de «conscience». Benbahmed appelle à la refonte des programmes d'enseignement qui sont classiques.

Le ministre de l'Enseignement supérieur reconnaît, pour sa part, la légitimité de cette revendication. Toutefois, il estime qu'il y a d'autres revendications qui sont soulevées par les étudiants et qui ne sont pas logiques.

S. A.

## VISITE

**DE MOHAMED MEBARKI  
À BOUMERDÈS**

# Pour une formation ciblée

Pour une formation ciblée et spécialisée. C'est le slogan que l'on pourrait affecter à la visite, hier, du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, dans la wilaya de Boumerdès.

Lors de l'ultime point de ce périple qui a conduit le ministre et le wali de Boumerdès dans plusieurs communes, nous avons approché Mebarki pour nous expliquer le contenu de la nouvelle approche de son département sur la formation ciblée. «Comme vous l'avez certainement noté, nous avons visité des établissements liés à trois domaines qui constituent trois relèves à notre économie basée uniquement sur les hydrocarbures. Ces trois domaines sont l'agriculture, le tourisme et l'industrie. Il est, par ailleurs, connu que la wilaya de Boumerdès est une wilaya à vocation agricole ; donc tous nos efforts seront concentrés sur cette direction. Nous avons, en outre, demandé aux dirigeants du secteur au niveau de Boumerdès de travailler avec les responsables de l'agriculture et de la pêche pour dédier carrément les établissements en les spécialisant dans la formation à l'agriculture», dira-t-il en précisant que c'est l'expérience réussie des autres pays qui a inspiré son ministère à adapter cette nouvelle démarche.

Abachi L.